

EXAMENS DU BEM ET DU BAC**Coup d'envoi hier des épreuves anticipées**

Les épreuves d'éducation physique et sportive, éducation artistique et éducation musicale et dessin pour les examens du baccalauréat et du BEM ont débuté hier au niveau du territoire national et s'étaleront jusqu'au 20 mai.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Lors de sa visite dans les centres de la capitale où se déroulent ces épreuves anticipées, le ministre de l'Education nationale, Boubekour Benbouzid, a supervisé le déroulement de ces examens. Ainsi si les épreuves de musique et de dessin sont optionnelles, l'épreuve de sport, elle, est obligatoire.

Le ministre, tout en précisant que le taux de dispense pour ces matières avoisine les 3 à 5%, notera le nombre important de filles qui participent à ces épreuves par rapport aux garçons. Par ailleurs, le taux de

participation à ces matières est estimé à 70% au niveau national. Le ministre notera, à cet effet, que ces matières spécialisées souffrent de manque de moyens et d'encadrement pédagogique.

Le premier responsable du secteur de l'éducation a visité, hier, les centres d'examen des lycées Ahmed-Zabana d'El Makaria, Ethaâlibia II, à Hussein-Dey, et Abouder-El-Ghifari à Bourouba ainsi que le lycée polyvalent Zehuael-Amar à Birkhadem où se sont déroulées les épreuves d'éducation physique et

sportive du bac. Ils seront 247 040 candidats scolarisés à passer le bac sportif au niveau de 208 centres, encadrés par 15 436 enseignants.

En marge de sa visite, le ministre a annoncé la livraison, pour cette année, de 15 nouveaux établissements d'enseignement moyen.

L'objectif, rappellera le ministre, est d'arriver, avec la réalisation de nouveaux établissements, à ce qu'une salle de classe n'accueille pas plus de 25 élèves.

Il évoquera, aussi, les retards accusés dans la construction des établissements d'enseignement moyen et secondaire dans la capitale vu le manque de disponibilité des entreprises de construction.

F.-Z. B.



Les matières spécialisées souffrent du manque de moyens et d'encadrement pédagogique.

Photo : Samir Sid

ORAN : COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LE CONTENTIEUX MARITIME**«La promotion des institutions d'arbitrage dans la solution des litiges maritimes nécessite plus d'engagement»**

Ils étaient au moins une centaine d'enseignants universitaires, d'experts et de juristes algériens et étrangers à participer au premier colloque international sur le droit maritime, organisé hier samedi et aujourd'hui par le Laboratoire du droit des transports & des activités portuaires Ladmar et la faculté de droit d'Oran, à l'hôtel Eden Airport d'Oran, portant sur le thème du contentieux maritime.

Ben Aziz - Oran (Le Soir) - Selon l'un des organisateurs de ce colloque, «cette rencontre, la première du genre à Oran, ne permettra pas uniquement à l'ensemble des assistants d'élargir leurs connaissances sur les diverses nouvelles réglementations concernant le droit maritime, que ce soit sur le plan national ou

international, mais leur offrira également le privilège de discuter et de partager leurs points de vue, chacun dans son domaine, ceci, bien évidemment, à travers des sujets en rapport avec le thème du colloque». «De telles initiatives permettront d'impliquer davantage l'université algérienne dans le développement de l'éco-

nomie nationale», ajoutera-t-il. Selon l'un des experts juridiques sollicités pour l'encadrement de l'événement, «les diverses sources des contentieux maritimes rendent leur gestion de plus en plus difficile».

«Du fait que la majorité des transactions commerciales s'établissent entre des personnes de différentes nationalités, le problème majeur posé dans le cas de litige concerne le choix de la réglementation à appliquer. Ceci d'une part. Mais dans beaucoup de cas où le choix de l'instance juridique compétente pour la solution d'un éventuel problème n'est pas mentionné dans le

contrat, les choses se compliquent davantage».

D'autre part, le recours à l'arbitrage est une mesure légale utilisée dans la solution des conflits dans le domaine maritime. Il consiste à désigner une tierce personne ou une institution pour trancher à la place de la justice. Seulement, dans de nombreux cas, l'arbitrage pose également problème en Algérie.

Selon notre interlocuteur, enseignant à l'université de droit d'Oran et membre de Ladmar, «mis à part la Chambre de commerce et d'industrie, aucune institution n'est apte en Algérie à intervenir dans ce genre de pro-

blème». Et de préciser que «même cette dernière ne possède pas les compétences requises pour la gestion des litiges en question».

Cet enseignant affirme que «jusqu'à l'heure actuelle, l'Algérie n'a pas encore établi une liste d'arbitres, comme l'ont déjà fait de nombreux pays inscrits au Cirdi de Washington». Pour beaucoup d'experts, le développement du code maritime algérien et la formation davantage d'experts en matière de gestion des conflits maritimes sont indispensables, si l'Algérie veut intégrer l'économie mondiale.

B. A.

SKIKDA**Les riverains de Béni-Béchar reviennent à la charge**

Les habitants de Bantous (Béni Béchar) sont revenus à la charge après la prière du vendredi et l'inhumation du corps de Kh. M., âgé de 33 ans, et non 31 comme rapporté dans notre édition d'hier samedi.

La contestation s'est matérialisée par la coutumière fermeture de la circulation automobile. Les riverains exigent l'installation de ralentisseurs aux fins d'éviter d'autres accidents mortels. Il est à rappeler que depuis la démolition de la passerelle, intervenue dans le cadre du projet de dédoublement de la voie, trois victimes ont été enregistrées à cet endroit.

«Il a fallu près d'une demi-heure de pourparlers pour que les riverains daignent revenir à de meilleurs sentiments. Ce fut un moment de colère, et il est préférable de faire preuve de patience et de sagesse pour apaiser la situation», nous dira le P/APC de Béni Béchar, Hamoudi Hocine, dit Djamel.

Joint par téléphone, le directeur de wilaya des travaux publics s'est suffi de cette déclaration, sur un ton coléreux : «La réalisation de ralentisseurs est régie par une réglementation. D'ailleurs, je ne veux pas en parler, je n'aime pas aborder ce sujet.»

Zaïd Zoheir

DROITS D'AUTEUR ET DROITS VOISINS**L'Onda s'ouvre aux auteurs**

L'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (Onda) tentent de se rapprocher des auteurs et du public à travers des portes ouvertes organisées depuis hier à Riadh El-Feth, à Alger.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - L'objectif de ces journées est d'informer sur les droits moraux et matériels mais aussi de faire connaître le rôle de l'Onda dans la protection des droits des artistes.

Cette manifestation tenue quelques jours après la célébration de la Journée mondiale de la propriété intellectuelle qui coïncide avec le 26 avril de chaque année, durera cinq jours et sera

l'occasion pour l'Onda de faire connaître aux auteurs leurs droits pour mieux se protéger.

Selon la chargée de la communication au niveau de l'Onda, «il y a un manque d'information et de communication sur la protection des droits d'auteurs qui ne sont pas eux-mêmes suffisamment sensibilisés à la question».

C'est le cas, nous dira-t-elle, de la redevance, soit un prix symbolique de 600 DA, que devrait payer annuellement tout usager de la musique dans un lieu ouvert au public.

Une mesure mise en place depuis 1993 mais par manque d'information, certains usagers n'ont toujours pas compris le sens de cette loi.

Au moment où la contrefaçon prend de l'ampleur chez nous, notamment avec le marché parallèle, les auteurs doivent plus que jamais être informés de leurs droits.

Rappelons que les produits culturels déposés au niveau de l'Onda sont protégés et en cas de plagiat, cette institution porte assistance juridique à l'intéressé.

Notons qu'en 2008, près de 120 000 supports ont été saisis par les services de sécurité, l'Onda en a saisi 3 000 durant l'exercice 2007-2008, alors que trois millions de supports se trouvant sur le marché sont contrefaits.

S. A.